

**S.C.P.**  
**GUIDETTI-BOZZARELLI-LE MAT**  
SOCIETE D'AVOCATS  
15 rue Hébert  
38000 GRENOBLE  
Tél. : 04.76.44.00.18  
Fax : 04.76.51.15.39

AFFAIRE : 190135 – AVIVA ASSURANCES / MMA IARD

**DENONCIATION DE PROCÉDURE ET ASSIGNATION EN RÉFÉRÉ  
DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

(Procédure orale avec représentation obligatoire – article 834 et suivants du CPC)

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le**

**A LA REQUÊTE DE :**

**La Compagnie AVIVA ASSURANCES**, SA, inscrite au RCS de NANTERRE sous le n° 306 522 665, dont le siège social est sis 13 rue du Moulin Bailly 92 270 Bois-Colombes, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

Pour laquelle domicile est élu au Cabinet de la **SCP GUIDETTI – BOZZARELLI - LE MAT**, Avocat plaissant au Barreau de Grenoble (38000) y demeurant, 15, rue Hébert - Tél. :04 76 44 00 18 - Fax : 04 76 51 15 39 - Toque : B 40 - Email : [office@avocats-gblm.eu](mailto:office@avocats-gblm.eu)

**J'AI, Huissier soussigné :**

**AI DENONCÉ ET DONNÉ COPIES EN TÊTE DE CELLES DES PRÉSENTES À :**

**1. La Société BVB – TRAVAUX PUBLICS**, SARL au capital de 6000.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 521 302 919, dont le siège social se trouve 160, Promenade de la Lavée Les Peillels à VAULNAVEYS-LE-BAS (38410), prise en la personne de son gérant en exercice, domicilié en cette qualité audit siège,

***Ou étant et parlant à :***

**2. La Société RCE**, SAS au capital de 1000.00 €, inscrite au RCS de GRENOBLE sous le numéro 822 660 601, dont le siège social se trouve 247 Chemin des Guichards à VALUNAVEYS-LE-HAUT (38410), prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

***Ou étant et parlant à :***

**3. La Compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, Société d'assurances mutuelles à cotisation fixe, inscrite au RCS de LE MANS sous le n° 775 652 126, dont le siège social se trouve 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS CEDEX, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, *Recherchée ès-qualité d'assureur de la Société BVB – TRAVAUX PUBLICS et en qualité d'assureur de RCE*,

*Ou étant et parlant à :*

**4. Monsieur Éric MARTONARA**, Entrepreneur individuel immatriculé au RCS de GRENOBLE sous le numéro 531498293, ayant domicilié son siège social sis 4 Lot Le Bas du Pavé à LA MURETTE (38140),

*Ou étant et parlant à :*

**5. La Société METAL OUVRAGE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 538 912 536, dont le siège social se trouve 88 Rue des Taillées à SAINT-MARTIN-D'HERES (38400), prise en la personne de son gérant en exercice, domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**6. La Société MARSAP**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 842 404 006, dont le siège social se trouve 252 Chemin de la Rochette à VIZILLE (38220), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**7. Monsieur Marcel MOUSSIESSIE (2MRIE)**, entrepreneur individuel immatriculé au RCS de GRENOBLE sous le numéro 422 992 883, ayant domicilié son siège social sis 10 Rue des Colibris à GRENOBLE (38100),

*Ou étant et parlant à :*

**8. La Société ALKA**, SARL au capital de 10 800.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 442 831 152, dont le siège social se trouve 544 Rue de la Béalière - ACTIPOLE à VEUREY-VOROIZE (38113), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**9. La Société MSC PLOMBERIE**, SARL au capital de 1000.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 813 767 944, dont le siège social se trouve 416, Chemin du Petit Lumbin à LUMBIN (38660), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**10. La Compagnie MAAF ASSURANCES**, SA au capital de 160.000.000 €, inscrite au RCS de NIORT sous le n° 542 073 580, dont le siège social se trouve Chaban, 79180 CHAUNAY, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés audit siège, *Recherchée es-qualité d'assureur des Sociétés METAL OUVRAGE, MARSAP, de Monsieur Marcel MOUSSESSIE (2MRIE), des sociétés ALKA et MSC PLOMBERIE*,

*Ou étant et parlant à :*

**11. La Société KAMETANCHE**, établissement secondaire de l'Entreprise DJERADI KAMEL, situé 46 Avenue du Bataillon Carmagnole à SAINT-MARTIN-D'HERES (38400), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**12. la Société ACASTA EUROPEN INSURANCE, représentée par son mandataire la Société AXRE INSURANCE**, inscrite au RCS de PARIS sous le n° 814 094 181, dont le siège social se trouve RD 191, Zone des Beurrons, 78680 EPONE, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, *recherchée es-qualité d'assureur de la Société KAMETANCHE et de la Société A RENOV (société liquidée)*,

*Ou étant et parlant à :*

**13. La Société ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (I.C.A.)**, SARL immatriculée au RCS de VIENNE sous le numéro B 791 886 682, dont le siège social se trouve 379 Rue du Lac à NIVOLAS-VERMELLE (38300),

*Ou étant et parlant à :*

**14. La société L'AUXILIAIRE**, SA régie par le Code des Assurances, inscrite au RCS de LYON sous le n° 775 649 056, dont le siège social se trouve 50 cours Franklin Roosevelt, 69006 LYON, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, *recherchée es-qualité d'assureur de la Société ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (I.C.A.)*,

*Ou étant et parlant à :*

**15. La Société OZ**, Société inscrite au RCS sous le n°440 531 089, dont le siège social se trouve 44 Rue Sadi Carnot, 38140 RIVES SUR FURE,

*Ou étant et parlant à :*

**16. La Compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE**, entreprise régie par le Code des Assurances, dont le siège est 50 rue de Saint Cyr 69251 LYON CEDEX 09, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, *Recherchée es-qualité d'assureur de la Société OZ*,

*Ou étant et parlant à :*

- De l'assignation en référé de Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI, en date du 27 Février 2019,
- De l'ordonnance de référé rendue par le Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE en date du 22 Mai 2019 (RG n° 19/00284), désignant Monsieur Jean-François BENOIT en qualité d'Expert judiciaire,
- De l'assignation en référé d'appel en cause de la Société d'assurance mutuelle MMA IARD, en date du 26 Juillet 2019,
- De l'ordonnance de référé rendue par le Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE en date du 11 Septembre 2019 (RG n° 19/00906), étendant les opérations d'expertise de Monsieur Jean-François BENOIT aux Compagnie MMA et AVIVA ASSURANCES,

## **ET À MEMES REQUETE ET ÉLECTION DE DOMICILE QUE DESSUS**

### **AI DONNÉ ASSIGNATION À :**

**1. La Société BVB – TRAVAUX PUBLICS**, SARL au capital de 6000.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 521 302 919, dont le siège social se trouve 160, Promenade de la Lavée Les Peilleys à VAULNAVEYS-LE-BAS (38410), prise en la personne de son gérant en exercice, domicilié en cette qualité audit siège,

***Ou étant et parlant à :***

**2. La Société RCE**, SAS au capital de 1000.00 €, inscrite au RCS de GRENOBLE sous le numéro 822 660 601, dont le siège social se trouve 247 Chemin des Guichards à VALUNAVEYS-LE-HAUT (38410), prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

***Ou étant et parlant à :***

**3. La Compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, Société d'assurances mutuelles à cotisation fixe, inscrite au RCS de LE MANS sous le n° 775 652 126, dont le siège social se trouve 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS CEDEX, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, *Recherchée ès-qualité d'assureur de la Société BVB – TRAVAUX PUBLICS et en qualité d'assureur de RCE*,

***Ou étant et parlant à :***

**4. Monsieur Éric MARTONARA**, Entrepreneur individuel immatriculé au RCS de GRENOBLE sous le numéro 531498293, ayant domicilié son siège social sis 4 Lot Le Bas du Pavé à LA MURETTE (38140),

***Ou étant et parlant à :***

**5. La Société METAL OUVRAGE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 538 912 536, dont le siège social se trouve 88 Rue des Taillées à SAINT-MARTIN-D'HERES (38400), prise en la personne de son gérant en exercice, domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**6. La Société MARSAP**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 842 404 006, dont le siège social se trouve 252 Chemin de la Rochette à VIZILLE (38220), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**7. Monsieur Marcel MOUSSESSIE (2MRIE)**, entrepreneur individuel immatriculé au RCS de GRENOBLE sous le numéro 422 992 883, ayant domicilié son siège social sis 10 Rue des Colibris à GRENOBLE (38100),

*Ou étant et parlant à :*

**8. La Société ALKA**, SARL au capital de 10 800.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 442 831 152, dont le siège social se trouve 544 Rue de la Béalière - ACTIPOLE à VEUREY-VOROIZE (38113), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**9. La Société MSC PLOMBERIE**, SARL au capital de 1000.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 813 767 944, dont le siège social se trouve 416, Chemin du Petit Lumbin à LUMBIN (38660), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**10. La Compagnie MAAF ASSURANCES**, SA au capital de 160.000.000 €, inscrite au RCS de NIORT sous le n° 542 073 580, dont le siège social se trouve Chaban, 79180 CHAUNAY, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés audit siège, *Recherchée ès-qualité d'assureur des Sociétés METAL OUVRAGE, MARSAP, de Monsieur Marcel MOUSSESSIE (2MRIE), des sociétés ALKA et MSC PLOMBERIE,*

*Ou étant et parlant à :*

**11. La Société KAMETANCHE**, établissement secondaire de l'Entreprise DJERADI KAMEL, situé 46 Avenue du Bataillon Carmagnole à SAINT-MARTIN-D'HERES (38400), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège,

*Ou étant et parlant à :*

**12. la Société ACASTA EUROPEN INSURANCE, représentée par son mandataire la Société AXRE INSURANCE,** inscrite au RCS de PARIS sous le n° 814 094 181, dont le siège social se trouve RD 191, Zone des Beurrons, 78680 EPONE, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, *recherchée es-qualité d'assureur de la Société KAMETANCHE et de la Société A RENOV (société liquidée),*

*Ou étant et parlant à :*

**13. La Société ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (I.C.A.),** SARL immatriculée au RCS de VIENNE sous le numéro B 791 886 682, dont le siège social se trouve 379 Rue du Lac à NIVOLAS-VERMELLE (38300),

*Ou étant et parlant à :*

**14. La société L'AUXILIAIRE,** SA régie par le Code des Assurances, inscrite au RCS de LYON sous le n° 775 649 056, dont le siège social se trouve 50 cours Franklin Roosevelt, 69006 LYON, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, *recherchée es-qualité d'assureur de la Société ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (I.C.A.),*

*Ou étant et parlant à :*

**15. La Société OZ,** Société inscrite au RCS sous le n°440 531 089, dont le siège social se trouve 44 Rue Sadi Carnot, 38140 RIVES SUR FURE,

*Ou étant et parlant à :*

**16. La Compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE,** entreprise régie par le Code des Assurances, dont le siège est 50 rue de Saint Cyr 69251 LYON CEDEX 09, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, *Recherchée es-qualité d'assureur de la Société OZ,*

*Ou étant et parlant à :*

D'avoir à comparaître devant Madame ou Monsieur le Président du TRIBUNAL JUDICIAIRE de GRENOBLE (38000), 1 place Firmin Gauthier statuant en référé :

**Le MERCREDI 2021 A 8 Heures 45**  
**Et à toutes autre audiences utiles**

## **RAPPELANT QUE :**

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

**Il résulte de l'article 763 modifié, version en vigueur au 01 janvier 2021 :**

**Lorsque la représentation par avocat est obligatoire, le défendeur est tenu de constituer avocat dans le délai de quinze jours, à compter de l'assignation. Toutefois, si l'assignation lui est délivrée dans un délai inférieur ou égal à quinze jours avant la date de l'audience, il peut constituer avocat jusqu'à l'audience.**

**Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.**

**Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.**

**L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.**

\*

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi N° 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au Bureau d'Aide Juridictionnelle (BAJ) établi au siège du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

Il vous est rappelé les dispositions suivantes, tirées de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, et qui sont ici applicables :

*Art. 5 : « Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous les réserves prévues à l'article 4. 3*

*Ils peuvent postuler devant l'ensemble des tribunaux judiciaires du ressort de cour d'appel dans lequel ils ont établi leur résidence professionnelle et devant ladite cour d'appel. Par dérogation au deuxième alinéa, les avocats ne peuvent postuler devant un autre tribunal que celui auprès duquel est établie leur résidence professionnelle ni dans le cadre des procédures de saisie immobilière, de partage et de licitation, ni au titre de l'aide juridictionnelle, ni dans des instances dans lesquelles ils ne seraient pas maîtres de l'affaire chargés également d'assurer la plaidoirie. »*

- Il vous est par ailleurs rappelé les articles suivants du Code de procédure civile :

*Art. 641 : « Lorsqu'un délai est exprimé en jours, celui de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la notification qui fait courir ne compte pas.*

*Lorsqu'un délai est exprimé en mois ou en années, ce délai expire le jour du dernier mois ou de la dernière année qui porte le même quantième que le jour de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la notification qui fait courir le délai. A défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois.*

*Lorsqu'un délai est exprimé en mois et en jours, les mois sont d'abord décomptés, puis les jours»*

*Art. 642 : « Tout délai expire le dernier jour à vingt-quatre heures.*

*Le délai qui expirerait normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. »*

*Art. 642-1 : « Les dispositions des articles 640 à 642 sont également applicables aux délais dans lesquels les inscriptions et autres formalités de publicité doivent être opérées. »*

*Art. 643 : « Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution, d'appel, d'opposition, de tierce opposition dans l'hypothèse prévue à l'article 586 alinéa 3, de recours en révision et de pourvoi en cassation sont augmentés de :*

- 1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;*
- 2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger. »*

Les diligences en vue de parvenir à une résolution amiable du litige, au sens de l'article 56 du Code de procédure civile, sont exposées dans l'assignation.

Les pièces sur lesquelles la demande est fondée sont indiquées en fin d'acte selon bordereau annexé.

\*



# PLAISE AU JUGE DES RÉFÉRÉS

## I - RAISON DU PROCES

Par contrat du 1<sup>er</sup> Mars 2017, Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI ont confié la rénovation de leur maison d'habitation, sise 162, Chemin des Clochettes à VENON (38610), à la SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE en qualité d'entreprise général.

Le chantier aurait été divisé en quatorze lots qui ont fait chacun l'objet d'un procès-verbal de réception intervenu le 5 Septembre 2018.

De nombreuses réserves portant sur presque tous les lots ont été notées. Celles-ci devaient être levées avant le 28 Septembre 2018, mais ne l'ont finalement pas été.

Estimant que la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE n'avait pas réagi suite à la mise en demeure du 10 décembre 2018, les consorts VOSSIER – NOBILI ont, par exploit d'Huissier des 27 Février et 6 Mars 2019, assigné ladite société et la Compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, prise en sa qualité d'assureur de la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, par devant le président du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE en Référé, aux fins d'obtenir une mesure d'expertise judiciaire et de voir condamner la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE à intervenir chez les consorts VOSSIER – NOBILI aux fins de mettre en conformité l'escalier, sous astreinte.

Suivant **Ordonnance de référé du 22 mai 2019**, la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE a été condamnée à intervenir pour mettre en conformité l'escalier, sous astreinte de 250 € par jour de retard à compter du 15<sup>ème</sup> jour suivant la notification de l'Ordonnance, et une mesure d'expertise judiciaire a été confiée à Monsieur Jean-François BENOIT.

C'est dans ces conditions que les MMA ont fait délivrer assignation d'appel en cause du 26 juillet 2019 à l'encontre de la Compagnie AVIVA ASSURANCES, recherchée en qualité d'assureur de la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE.

Suivant **Ordonnance de référé du 11 septembre 2019**, les opérations d'expertise ont été étendues à la Compagnie AVIVA ASSURANCES.

A l'issue de sa première réunion, l'expert judiciaire a sollicité des mises en cause.

L'expert judiciaire a déposé un pré-rapport début août 2021, et envisage une ultime réunion après réception de certains éléments et pièces.

## **II - DISCUSSION**

Au vu du pré-rapport de Monsieur BENOIT, de nombreux points relèvent de l'éventuelle responsabilité des sous-traitants, sous la garantie éventuelle de leurs assureurs respectifs.

Au regard des pièces versées aux débats, les sociétés requises sont intervenues sur le chantier NOBILI-VOSSIER et peuvent voir leur responsabilité engagée.

C'est dans ces conditions qu'afin de préserver ses recours éventuels, la Compagnie AVIVA ASSURANCES, recherchée en qualité d'assureur de la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, se trouve recevable et fondée à procéder à l'appel en cause des entreprises susceptibles de voir leur responsabilité engagée au titre des désordres, malfaçons et non-finitions allégués par les Consorts VOSSIER – NOBILI et qui ont été relevés par l'expert judiciaire.

Sans reconnaissance de la recevabilité et du bien-fondé des demandes des Consorts VOSSIER – NOBILI, et afin de préserver ses recours, en qualité d'assureur de la Société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, la Compagnie AVIVA ASSURANCES, requérante, est recevable et bien fondée à attirer, au visa des dispositions des articles 145 du Code de Procédure Civile, les parties défenderesses à la présente procédure, afin que leur soient étendus les effets des Ordonnance de référé des 22 mai 2019 et 11 septembre 2019, et qu'il soit jugé que les opérations d'expertise de Monsieur Jean-François BENOIT, actuellement en cours, se poursuivent à leur contradictoire.

\*

## **PAR CES MOTIFS**

*Vu les dispositions de l'article 145 du Code de Procédure Civile,  
Vu les Ordonnances de référé des 22 mai 2019 et 11 septembre 2019,  
Vu le pré-rapport de l'expert judiciaire du 30 juillet 2021,  
Vu les pièces versées aux débats*

***Sans reconnaissance du bien-fondé des prétentions des Consorts VOSSIER - NOBILI et des MMA,***

***Sans aucune reconnaissance de garantie,***

**S'ENTENDRE JUGER** recevable et bien fondée, la mise en cause de la Société BVB – TRAVAUX PUBLICS, de la Société RCE, de la Compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, de Monsieur Éric MARTONARA, de la Société METAL OUVRAGE, de la Société MARSAP, de Monsieur Marcel MOUSSIESSIE (2MRIE), entrepreneur individuel, de la Société ALKA, de la Société MSC PLOMBERIE, de la Compagnie MAAF ASSURANCES, de la Société KAMETANCHE, de la Société ACASTA EUROPEN INSURANCE, représentée par son mandataire la Société AXRE INSURANCE, de la Société ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (I.C.A.), de la société L'AUXILIAIRE, de la Société OZ, de la Compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE,

**S'ENTENDRE JUGER** que les ordonnances de référé rendues 22 mai 2019 et 11 septembre 2019 par le Tribunal de Grande Instance de céans seront communes et opposables à la Société BVB – TRAVAUX PUBLICS, à la Société RCE, à la Compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à Monsieur Éric MARTONARA, à la Société METAL OUVRAGE, à la Société MARSAP, à Monsieur Marcel MOUSSIESSIE (2MRIE), entrepreneur individuel, à la Société ALKA, à la Société MSC PLOMBERIE, à la Compagnie MAAF ASSURANCES, à la Société KAMETANCHE, à la Société ACASTA EUROPEN INSURANCE, représentée par son mandataire la Société AXRE INSURANCE, à la Société ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (I.C.A.), à la société L'AUXILIAIRE, à la Société OZ, à la Compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE,

**S'ENTENDRE JUGER** que la mesure d'expertise confiée à Monsieur Jean-François BENOIT, par ordonnance du 22 mai 2019, se déroulera à leur contradictoire, et que les parties requises devront participer à toute réunion qui sera organisée par l'expert.

**STATUER** ce que de droit sur les dépens.

**SOUS TOUTES RESERVES**

## **BORDEREAU DE PIECES JUSTIFIANT LA DEMANDE**

- ✓ Les pièces dénoncées
- ✓ Le pré-rapport de Monsieur BENOIT du 30 juillet 2021,
- ✓ Les pièces adverses des Consorts NOBILI-VOSSIER, portant justification de l'intervention des entreprises requises et des assureurs correspondants